

Frédéric Morneau-Guérin (2024)

Le 22 février 1834, les députés du Bas-Canada adoptèrent à 56 voix contre 23, au terme de cinq jours d'après débats au cours desquels la ligne de fracture entre francophones et anglophones s'était creusée davantage, un cahier de doléances visant à débloquer la situation politique tendue dans lequel la colonie britannique se trouvait embourbée depuis le rappel de l'impopulaire gouverneur Dalhousie.

Quelque temps plus tôt, Louis-Joseph Papineau, chef du Parti patriote et député de Montréal-Ouest, et Augustin-Norbert Morin, député de Bellechasse, avaient rassemblé chez le juriste et homme politique Elzéar Bédard, rue d'Auteuil, à l'ombre des remparts du Vieux-Québec, leur garde rapprochée afin de rédiger un manifeste d'inspiration républicaine exigeant de la Grande-Bretagne une refonte complète système gouvernementale, un gouvernement responsable, le contrôle des dépenses publiques par l'Assemblée de même que les mêmes droits démocratiques que les citoyens anglais. Prenant la forme de 92 résolutions, ce manifeste représentait donc la culmination de décennies de revendications.

Suivant l'adoption des 92 résolutions en chambre et la collecte de 80 000 signatures sur des pétitions d'appui qu'on fit circuler dans toute la colonie, une délégation canadienne traversa l'Atlantique en vue d'aller convaincre les parlementaires britanniques de les appuyer. Le manifeste fit d'ailleurs débat au palais de Westminster le 15 avril 1835.

La crise politique atteignit son point culminant le 6 mars 1837 alors que le secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, Lord John Russell, présenta au Parlement britannique dix résolutions rejetant en bloc les réformes proposées par les Patriotes et laissant clairement entrevoir l'attitude assimilationniste des Britanniques à l'égard des Canadiens-français. Le refus par Londres des 92 résolutions et l'adoption des résolutions Russell déclenchèrent une réaction en chaîne déstabilisatrice qui trouva son aboutissement dans la Rébellion des Patriotes de 1837-38.

Dix-neuf décennies plus tard, alors que les signes d'un réveil du nationalisme québécois se multiplient depuis quelque temps déjà, le poète lévisien Félix Tanguay a souhaité faire écho à cet important chapitre de notre histoire nationale en mettant de l'avant, dans un bref ouvrage intitulé *Le Manifeste du Pays Neuf*, 92 raisons démontrant la nécessité, la légitimité et la pertinence historique et actuelle de l'indépendance du Québec.

L'auteur, un spécialiste de la didactique du français langue seconde œuvrant en francisation des nouveaux arrivants, n'en est pas à sa première incursion sur la scène littéraire. En effet, après avoir fait paraître un essai s'inscrivant dans le vaste champ de la science des religions en 2020 (*L'expérience de la falaise : une spiritualité du lâcher-prise*, publié chez Novalis), il s'était épanché l'année suivante sur le papier d'un sympathique recueil de poésie intitulé *J'aimant fou* (BouquinBec). C'est toutefois la première pierre qu'il pose « au monument de l'indépendance qui se dressera un jour fièrement dans notre capitale ».

Le manifeste qu'il nous propose sans prétention se veut à la fois une œuvre militante (sans toutefois verser dans la partisanerie) et littéraire. On touche tout à la fois à la culture, à l'histoire et à l'identitaire qu'à l'économie, aux relations internationales et à la philosophie politique. Fin rhéteur, l'auteur exploite les trois dimensions de l'art de convaincre – le *pathos*, le *logos*, et l'*ethos* – en faisant appel tantôt aux émotions, tantôt à la raison et tantôt aux qualités morales de grandes figures qu'il convoque comme les poètes Gaston Miron et Gilles Vigneault, les hommes politiques René Lévesque et Louis-Joseph Papineau, le tribun Henri Bourassa, le penseur de la liberté politique Alexis de Tocqueville et l'instigateur de *notre* liberté politique Charles De Gaulle.

Tanguay, on l'aura compris, se plaît à multiplier les allusions à notre histoire. Aussi le titre de son ouvrage se veut-il un clin d'œil à un poème tiré du célèbre recueil *À l'ombre de l'Orford* (1929) d'Alfred DesRochers, le père de l'humoriste-chansonnier et comédienne Clémence DesRochers.